

## Place aux livres

---

Numéro 50, été 1997

Le Québec se souvient-il? Conserver la mémoire, la tradition, le geste

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/8166ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

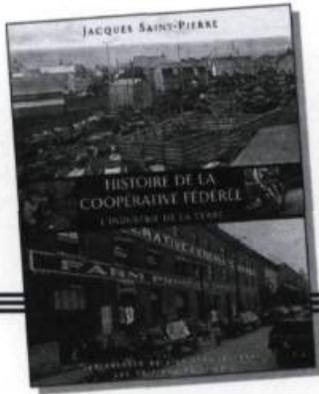
1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer ce compte rendu

(1997). Compte rendu de [Place aux livres]. *Cap-aux-Diamants*, (50), 55–57.



Jacques Saint-Pierre. *Histoire de la Coopérative fédérée. L'industrie de la terre*. Sainte-Foy : IQRC, 1997, 287 p.

Voilà un ouvrage qui comble une grosse lacune dans l'historiographie du mouvement coopératif québécois et qui sera à la portée de n'importe quel «habitant», comme disait mon père pour désigner les coopérateurs de la base, dans un contexte où ce terme n'avait rien de péjoratif.

Après le mouvement mutualiste (assurances) et les caisses populaires, les coopératives agricoles constituent le plus ancien pilier du mouvement et, probablement, le plus fort dans son secteur économique. On trouve des coopératives agricoles dans les premières années du siècle et il existait déjà des formes primitives de coopération agricole au XIX<sup>e</sup> siècle. Elles se sont regroupées en fédération il y a maintenant 75 ans et, longtemps avant Québec Inc., la Coopérative fédérée de Québec (la «Fédérée») a été considérée comme «la plus importante maison d'affaires possédée par des Canadiens français».

Jacques Saint-Pierre a relevé le défi qui consistait à présenter, en moins de 300 pages, une institution qui a déjà réuni plus de 450 coopératives agricoles affiliées (à une époque où il y en avait plus de 600 au Québec) et de toutes les entreprises qui s'y sont greffées au cours des ans. En effet, les Québécois ignorent, généralement, à quel point la Fédérée, par l'intermédiaire de nombreuses sociétés, est présente dans l'industrie agroalimentaire (les produits laitiers, le porc et la volaille, les légumes, les semences, etc.), la distribution de produits pétroliers et l'approvisionnement de la ferme. Pour ceux qui ne savaient pas comment la Fédérée s'est construite, ce sera une révélation.

Il restera évidemment beaucoup de «champs» à explorer et le temps trouvera bien des fissures dans ce qui apparaîtra à certains comme une trop belle histoire. L'ouvrage de Jacques Saint-Pierre n'a rien de définitif et, à certains égards, n'est qu'un

survol. On voudra en connaître davantage sur les origines des coopératives, sur leurs promoteurs au niveau local, sur les gérants, dont le portrait est à peine esquissé. Dans certaines régions, on m'a déjà dit qu'ils auraient tous fait partie de l'Ordre de Jacques-Cartier (la «Patente»), mais comment le savoir?

Gaston Deschênes



Richard Leclerc. *Des lys à l'ombre du Mont Fuji. Histoire de la présence de l'Amérique française au Japon*. Sillery : Éditions du Bois-de-Coulonge, 1996, 200 p.

Dans son introduction, l'auteur précise le but de son livre : accroître la compréhension des Québécois face à leur mission extérieure et découvrir la place et le rôle qu'occupe le Québec sur la scène mondiale à partir de l'exemple du Japon. Son ouvrage examine l'impact des intervenants québécois au Japon de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours. Le lecteur fait d'abord connaissance avec l'archipel et les communautés religieuses établies au Japon. Sœur Hélène Paradis, missionnaire franciscaine, est la première Québécoise à s'y installer en 1898. Elle y demeure jusqu'en 1960. Entre-temps, près de 1 000 Québécois se sont disséminés dans les 37 des 47 préfectures administratives de l'archipel.

Après deux siècles de fermeture quasi totale, l'empereur Meiji encourage le retour des missionnaires en 1860. En 1921, la Propagation de la foi confie aux franciscains la mission de Kagoshima, qui devient préfecture apostolique en 1927. En 1931, le diocèse de Hakodate est cédé aux dominicains et devient, en 1936, le diocèse de Sendai. M<sup>re</sup> Marie-Joseph Lemieux sera l'un des rares Québécois à devenir évêque au Japon. En 1933, des sulpiciens, dont Paul-Émile Léger qui y demeure jusqu'en 1939, arrivent dans le but d'organiser un clergé local. En 1938, le séminaire de Fukuoka accueille ses dix premiers élèves.

La Deuxième Guerre mondiale et l'escalade du militarisme nippon font obstacle au labeur missionnaire. Le parlement japonais légifère en avril 1940 : toutes les organisations religieuses devront être contrôlées par des citoyens nippons. C'est ainsi que M<sup>re</sup> Lemieux et M<sup>re</sup> Ambroise Leblanc cèdent leur diocèse à des évêques japonais. À l'automne 1942, les missionnaires sont consignés dans les bâtiments religieux, réquisitionnés par l'armée. En octobre 1943, 217 Canadiens sont rapatriés, à la suite d'un échange de ressortissants canadiens-japonais.

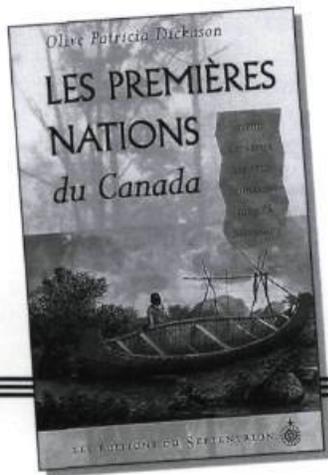
L'après-guerre est la période la plus «effervescente» de l'évangélisation du Japon. En Asie, c'est le pays de mission qui accueille le plus de religieux québécois : onze communautés s'y implantent entre 1947-1960. Mais les résultats sont minces : à peine 432 000 Japonais, soit moins de 1 %, se disent catholiques en 1991. C'est surtout dans le domaine de l'éducation et du travail social que les Québécois font leur marque. Ainsi, l'école secondaire Rakisei de Kyoto, fondée par les clercs de Saint-Viateur, en 1952, est le premier établissement scolaire catholique pour garçons installé dans la métropole. Sa réputation est telle que, chaque année, entre 50 et 60 de ses diplômés trouvent une place à l'Université de Kyoto, alors que les collèges concurrents ne réussissent qu'à y envoyer sept ou huit de leurs sujets.

Le dernier chapitre présente «la révolution tranquille sans frontière». La présence du pavillon du Québec à l'Exposition universelle d'Osaka ne passe pas inaperçue : 769 articles sont écrits sur le Québec dans la presse nipponne, tandis que 55 émissions de télévision s'y consacrent. Mais le Québec, selon l'auteur, a manqué de vision en ne misant pas davantage sur ce pays devenu l'un des pôles économiques les plus importants du monde. «Sans une stratégie d'action à long terme, le Québec ne doit pas songer à l'équilibre du déficit commercial et au rapprochement multilatéral avec son partenaire». Plusieurs annexes complètent ce volume intéressant à lire.

Laval Lavoie

Olive Patricia Dickason. *Les premières nations au Canada*. Sillery : Les Éditions du Septentrion, 1996, 511 p.

L'étude d'Olive Patricia Dickason est une synthèse colossale sur l'histoire des premières nations au Canada. Récipiendaire, en 1993, du prix John A. MacDonald de la Société historique du Canada pour l'édition anglaise de ce livre, l'auteure nous



propose de revoir sous un angle différent l'histoire des Amérindiens du Canada. Divisée en 27 chapitres, cette étude est accompagnée de cartes historiques et d'une imposante bibliographie.

L'histoire des Amérindiens du Canada témoigne de leur capacité d'adaptation dans des contextes particuliers et à des époques différentes. Après leur passage dans le détroit de Béring, il y a au moins 15 000 ans, les premiers groupes humains s'adaptent à un nouvel environnement, entre autres, celui de la côte du Pacifique. Ils développent très tôt une agriculture basée sur le maïs et ils créent, plus au sud, de véritables «villes-états». Sur tout le continent, ils démontrent une remarquable diversité culturelle.

Mais à partir des premiers contacts avec les Blancs, la situation des Amérindiens change considérablement. Ces premiers contacts, qui s'étendent même jusqu'à 1950, ne se limitent pas aux Français, ils touchent également d'autres cultures, comme celle des Noroïs, vers l'an 1000. Les conflits engendrés par ces relations nouvelles s'amenuisent à mesure que prennent forme des échanges commerciaux. Les Abénaquis, les Micmacs, les Hurons, les Montagnais et les Algonquins profitent de la traite. Malgré leurs tentatives de créer des rapports harmonieux, plusieurs d'entre eux sont réduits en nombre, notamment les Abénaquis et les Micmacs. En outre, l'alliance franco-amérindienne, au début de la colonie, nourrit l'hostilité des Iroquois et celle des Anglais qui bientôt s'emparent de Louisbourg et profitent de la traite à la baie d'Hudson.

En s'adaptant au commerce des fourrures, les Amérindiens ne réalisent pas l'enjeu réel de leurs rapports avec les Français. La paix est somme toute reliée à la qualité des échanges et à la quantité des produits de la traite. Ayant traversé les guerres franco-iroquoises de 1609 à 1701 et la guerre entre Micmacs et Anglais de 1613 à 1763, les Amérindiens assimilent difficilement les

avantages de la «civilisation» française. Ils cherchent surtout à conserver leur culture. Certes, les traités et les alliances avantagent le commerce mais plus particulièrement les intérêts des Français. Au moment où l'on commence à délaisser la traite des fourrures pour exploiter d'autres ressources, comme le bois, les alliances et les traités sont mis de côté. Au XIX<sup>e</sup> siècle, il faut dire que la situation des Amérindiens varie d'un océan à l'autre. La fin des guerres coloniales et la décroissance de la traite les obligent à s'adapter à de nouvelles conditions de vie. Après 1867, les Amérindiens sont marginalisés et leur droit à l'autonomie est désormais menacé. Il faut ajouter que la controverse entre Amérindiens, Métis et Blancs, dans l'Ouest canadien, rend plus complexe leurs relations avec l'État fédéral.

Avec les années, et tout au cours du XX<sup>e</sup> siècle, les Amérindiens s'adaptent encore à de nouveaux changements et à la «modernité». Mais ils luttent toujours pour la reconnaissance de leurs droits ancestraux. Certains comme les Dénés des Territoires-du-Nord-Ouest gagnent du terrain. La plupart se battent pour leur autonomie gouvernementale dans un contexte où l'exploitation des ressources naturelles représente un enjeu important pour l'économie canadienne. Tels sont les aspects principaux qu'explore, avec un parti pris évident, Olive Patricia Dickason. Voici donc un livre majeur qui nous fait mieux comprendre l'histoire des Amérindiens et leur capacité d'adaptation.

Yves Hébert

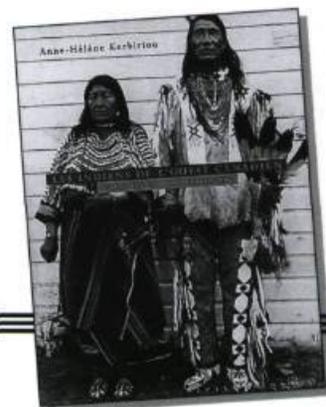


André Lachance (dir.). *Les marginaux, les exclus et l'autre au Canada aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*. Montréal : Éditions Fides, 1996, 327 p.

Phénomène difficile à cerner, la marginalité a existé à toutes les époques, et même en Nouvelle-France. Le présent

ouvrage tend à la démystifier, mais surtout à poser des questions sur son importance et à lancer de nouvelles pistes de recherche. Fruit du travail d'un groupe de chercheurs et d'étudiants de l'Université de Sherbrooke, cet ouvrage présente divers aspects de la marginalité et de l'exclusion de groupes sociaux particuliers. On y traite en première partie des infirmes, des vieillards, des «enfants du Roi», des fous, des criminels et des bourreaux, qui constituent les marginaux et les exclus de la société. En seconde partie, les Amérindiens, les esclaves, les étrangers et les couples séparés sont étudiés et regroupés sous le vocable de «l'autre». L'historiographie canadienne-française étant pratiquement inexistante à ce sujet, les données recueillies pour cette étude sont basées sur des documents d'archives créés par les autorités ou par les institutions d'encadrement et de régulation. D'ailleurs, de nombreuses références à ces documents font le délice du lecteur.

Sylvie Tremblay



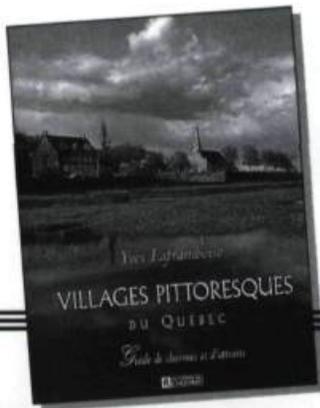
Anne-Hélène Kerbiriou. *Les Indiens de l'Ouest canadien vus par les Oblats*. Sillery : Septentrion, 1996, 294 p.

Dans ce livre, Anne-Hélène Kerbiriou nous présente une image des Amérindiens de l'Ouest canadien, plus précisément une analyse des photos des missionnaires oblats pendant les années 1885 à 1930. Divisé en cinq chapitres, le livre commence avec une description de la méthodologie et de la façon dont les 280 photographies seront analysées. Les deuxième et troisième chapitres présentent l'histoire des oblats et des Amérindiens de l'Ouest canadien. Les derniers chapitres sont plus analytiques et situent cette étude parmi d'autres études photographiques.

Le texte est parfois difficile à suivre — la terminologie est souvent technique et au début le contexte est insuffisamment dé-

veloppé — mais la recherche est très bonne et l'analyse des photos est particulièrement intéressante. La distance entre le sujet et le photographe, les attitudes des Amérindiens, leurs regards et leurs symboles traditionnels nous livrent des indices quant à la qualité de l'interaction des deux groupes. Bien plus, à travers cette image des Amérindiens, nous découvrons les intentions des missionnaires oblates et leur propre culture.

**John MacFarlane**



Yves Laframboise. *Villages pittoresques du Québec. Guide de charmes et d'attraits.* Montréal : Les Éditions de l'Homme, 1996, 351 p.

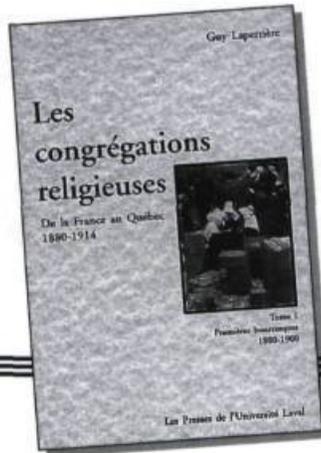
**E**thnologue et aussi photographe, Yves Laframboise nous présente une quarantaine des plus beaux villages du Québec. Ses photos couleur sont regroupées selon neuf régions qui forment un magnifique album, complété par quelques itinéraires mettant en évidence des points d'intérêt. La plupart des régions du Québec y sont explorées sauf le Grand Nord.

Le texte rappelle brièvement quelques éléments de l'histoire de chaque région, en situant son cadre géographique et en accordant une place particulière à l'habitat humain. L'auteur insiste également sur la valeur architecturale du patrimoine bâti et fournit quelques éléments d'analyse. Ce livre splendidement illustré conviendra parfaitement au lecteur qui veut découvrir le Québec autrement que par la visite des grands centres urbains. En offrant des parcours et une sélection de villages pittoresques, l'auteur nous permet d'éviter l'anonymat des agglomérations traversées par de grandes autoroutes, qui font trop souvent oublier qu'il subsiste encore chez nous des villages méconnus, chargés d'histoire et riches en patrimoine. En ce sens, cet album se distingue des guides touristiques régionaux qui nous présentent globalement l'ensemble des municipalités d'un secteur donné en insi-

tant (comme il se doit) sur les grands centres.

On ne peut que féliciter Yves Laframboise, qui a pris la plupart des photographies du livre, de son bon goût. Nous l'encourageons à explorer ces villages pittoresques du Québec ou à scruter dans nos villes des petits coins oubliés par le temps.

**Yves Laberge**



Guy Laperrière. *Les congrégations religieuses. De la France au Québec 1880-1914.* Tome I : *Premières bourrasques 1880-1900.* Sainte-Foy : Les Presses de l'Université Laval, 1996, 228 p.

**D**ans les quatre premiers chapitres, l'auteur, spécialiste de l'histoire religieuse québécoise, trace le portrait des congrégations religieuses en France et au Québec jusqu'en 1880. Il présente ensuite les communautés d'hommes qui quittent la France pour le Québec à la suite des expulsions de 1880, des lois scolaires de 1880-1886 et de la loi militaire de 1889. Douze communautés viennent s'ajouter aux dix déjà présentées ici. Ce sont les trappistes à Oka en 1881, les montfortains en 1883, les frères de Saint-Vincent-de-Paul en 1884, les frères maristes en 1885, les frères de l'instruction chrétienne en 1886 et les frères de Saint-Gabriel en 1888.

L'arrivée des franciscains, des capucins et des eudistes (en Nouvelle-Écosse) est directement liée à la loi militaire de 1889. Les pères du Saint-Sacrement, arrivés en 1890, les chanoines réguliers de l'Immaculée-Conception, en 1891, et les missionnaires du Sacré-Cœur, en 1900, suivent quant à eux une voie un peu différente.

Le cinquième chapitre fait le bilan des congrégations féminines : sept groupes s'implantent au Canada entre 1881 et 1899, tandis que huit nouvelles fondations québécoises voient le jour entre 1883 et 1895.

Le livre se termine par une analyse de la situation religieuse du Québec des deux dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle. L'auteur relate l'affrontement des ultramontains et des libéraux radicaux sur la valeur respective des instituteurs religieux et laïques, la réforme de l'éducation, le ministère de l'Instruction publique...

Ce premier volume, fort intéressant pour le lecteur préoccupé de l'histoire des communautés religieuses, crée de fortes attentes à l'égard des deuxième et troisième tomes qui porteront sur la situation de ces communautés à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle.

**Laval Lavoie**



Geneviève Ribordy. *Les prénoms de nos ancêtres. Étude d'histoire sociale.* Sillery : Les éditions du Septentrion, 1995, 181 p. (Coll. Les Cahiers du Septentrion, 6).

**S**i l'historien et le généalogiste retiennent surtout le patronyme comme élément transmissible de génération en génération, le prénom peut être tout aussi révélateur des traditions ou du contexte social d'une époque. Près de 60 000 actes de baptêmes, rédigés entre 1621 et 1729, constituent le corpus de cet ouvrage qui vise à découvrir l'influence de la religion et de la famille sur le choix des prénoms.

Divisée en trois chapitres (le choix des prénoms, le contexte religieux et l'influence de la famille), cette étude, résultat d'un mémoire de maîtrise en démographie historique, démontre une fois de plus que la société canadienne se démarque de la société française dont elle est issue. Ici, nos ancêtres ont choisi majoritairement les prénoms de Joseph et Jean-Baptiste, Marie-Madeleine et Marie-Anne pour leurs enfants. ♦

**Sylvie Tremblay**